

## Profonde restructuration de l'approche malienne en matière de sécurité alimentaire

le 9 mai 2005, par John M. Staats et Nango Dembélé - PROMISAM

Depuis l'indépendance, les gouvernements successifs du Mali ont proclamé leur détermination à faire en sorte que tous les Maliens aient à manger. Avec la chute de la production céréalière en 2004/05 suite à la sécheresse et à l'invasion acridienne, la sécurité alimentaire est de nouveau au centre des préoccupations du Gouvernement malien. Cependant, bien que le concept de la sécurité alimentaire ait changé radicalement depuis le début des années 70, en pratique, la politique du Gouvernement malien en matière de sécurité alimentaire reste toujours axée sur trois éléments :

- ◆ Favoriser une production céréalière accrue dans le but avoué d'assurer l'autosuffisance alimentaire individuelle;
- ◆ Considérer l'insécurité alimentaire essentiellement comme un problème géographique, toutes les zones "vulnérables" étant situées dans les régions arides du nord du pays;
- ◆ Répondre aux crises alimentaires périodiques par la distribution gratuite de vivres dans les zones les plus touchées.

En 2004, le Gouvernement malien, dans le souci de faire face efficacement l'insécurité alimentaire, a créé le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (C.S.A.) rattaché à la Présidence. Depuis septembre 2004, l'USAID/Mali fournit un appui technique au CSA à travers le Projet de Mobilisation des Initiatives en matière de Sécurité Alimentaire au Mali (PROMISAM) exécuté par l'Université de l'Etat du Michigan (MSU) dans le cadre de l'Accord de coopération en matière de sécurité Alimentaire III.

Pendant sa courte existence, le PROMISAM a permis une révision radicale de l'approche malienne en matière de sécurité alimentaire. Le "plan de riposte" du Gouvernement malien à la crise alimentaire actuelle, qui, à l'origine, parlait plutôt de promotion de l'autosuffisance alimentaire individuelle, est axé maintenant sur une approche beaucoup plus large et plus flexible portant sur « la sécurité alimentaire et nutritionnelle », l'amélioration de la disponibilité des vivres (notamment à travers les réseaux de commercialisation et la production nationale), l'accès (amélioration des revenus des paysans) et l'utilisation (en tenant compte de l'indispensable synergie entre la santé et la nutrition). Le PROMISAM a aidé le CSA à comprendre le rôle qu'il peut jouer en coordonnant les efforts des ministères (par exemple, ceux de l'Agriculture et de la Santé) visant à s'attaquer aux causes multidimensionnelles de l'insécurité alimentaire plutôt que d'être une principale agence d'exécution.

Le PROMISAM et le CSA oeuvrent également pour faire passer le Mali du spectre de la famine basé sur la distribution gratuite de vivres en période de crise à une sécurité alimentaire pérenne au niveau local, qui est maintenant la politique avouée du Gouvernement malien. Le PROMISAM assure actuellement la formation des formateurs devant travailler avec les comités locaux de sécurité alimentaire (composés des représentants de la société civile et des collectivités locales) jusqu'au niveau des municipalités (communes), car ils identifient les différentes contraintes des communautés en matière de sécurité alimentaire et élaborent des programmes locaux destinés à répondre à ces problèmes à travers une approche fortement participative. Le PROMISAM a déjà formé dans la région septentrionale de Gao 139 formateurs de formateurs qui travailleront avec leurs communautés locales pendant les mois à venir pour développer leurs plans locaux de sécurité alimentaire en s'inspirant de la compréhension locale de la nature des problèmes et des opportunités. Ces programmes seront axés sur un éventail d'activités allant de l'augmentation de la production agricole, l'amélioration du réseau routier (pour faciliter l'accès aux produits alimentaires à travers le commerce) aux programmes d'éducation en matière de nutrition — tout ce que les communautés identifient comme étant leurs principales préoccupations.

La deuxième phase de la formation aura lieu en juin et juillet dans la région méridionale de Sikasso, reflet de la reconnaissance par le gouvernement malien que la malnutrition peut exister même dans les régions où la pluviométrie est abondante (des études menées plus tôt par MSU révèlent des taux élevés de malnutrition chez les enfants dans les zones productrices de coton dans la région de Sikasso). Le CSA envisage d'étendre les approches développées aux régions de Gao et de Sikasso pour couvrir tout le pays d'ici deux ans, offrant ainsi à tous les Maliens la promesse d'une sécurité alimentaire plus pérenne.